

Communiqué de presse d'Alliance Sud du 6 novembre 2025

COP30 : la Suisse doit accélérer la protection du climat au lieu de la déléguer à l'étranger

La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30) s'ouvre le 10 novembre à Belém. Les nouveaux plans climatiques de la communauté internationale montrent que, dix ans après la signature de l'accord de Paris, les efforts mondiaux de protection du climat et le soutien financier aux pays les plus pauvres restent insuffisants. La Suisse doit elle aussi faire beaucoup plus à l'intérieur de ses frontières pour accélérer une transition énergétique juste et socialement responsable.

Les données scientifiques sont sans équivoque : nous ne sommes pas sur la bonne voie. Même les objectifs climatiques nationaux récemment soumis sont insuffisants pour limiter le réchauffement global à 1,5°C. « La Conférence de l'ONU sur le climat au Brésil doit donc envoyer un signal clair : la communauté internationale est prête à changer de cap. Cela exige une sortie rapide et la plus équitable possible des énergies fossiles », affirme Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud.

Il faut abandonner rapidement les énergies fossiles pour freiner le réchauffement climatique et éviter des conséquences et des dommages encore plus graves. La transition énergétique doit être juste, car c'est la seule façon de garantir sa durabilité. « Elle exige l'implication des partenaires sociaux pour fermer les centrales à charbon, tout comme elle exige des partenariats avec les communautés autochtones pour protéger les forêts tropicales », explique Andreas Missbach. « Elle requiert aussi un système économique et financier plus équitable afin que davantage de pays puissent investir dans les infrastructures nécessaires ». L'expression « *just transition* » s'est imposée en anglais pour désigner cette transition.

Revendications d'Alliance Sud

- La Suisse doit œuvrer à l'adoption d'un plan pour accélérer l'action climatique lors de la COP30. Elle doit inciter tous les pays à renforcer les plans climatiques qu'ils ont soumis cette année afin que les efforts planétaires soient suffisants.
- La Suisse doit se fixer des objectifs plus ambitieux et prendre les mesures nécessaires pour les atteindre.
- La Suisse doit plaider pour une clarification des modalités de réalisation des objectifs de financement convenus lors de la COP29. Pour parvenir à sa [juste part du financement international dans le domaine du climat](#), la Suisse doit contribuer à hauteur de trois milliards de dollars par an d'ici 2030.
- Lors de la COP30, la Suisse doit également s'engager en faveur d'un solide Mécanisme d'action de Belém ([Belém Action Mechanism](#)) afin de garantir que les plans et mesures climatiques soient justes et socialement responsables.

Le commerce du CO₂ n'est pas la solution

Dans une [nouvelle analyse](#), Alliance Sud et Action de Carême montrent que la compensation carbone à l'étranger pratiquée par la Suisse ne contribue pas à une meilleure protection du climat, alors même que cela constitue une condition pour le commerce du CO₂ dans le cadre de l'accord de

Paris. « La politique suisse veut faire des économies et externalise une partie importante de ses réductions d'émissions au lieu d'utiliser l'article 6 pour renforcer la protection du climat et promouvoir des projets technologiquement transformateurs », explique David Knecht, responsable du programme Justice climatique chez Action de Carême et co-coordonateur du groupe de travail « Ambition » auprès du *Climate Action Network International*. La politique et la société sont [influencées par le lobby pétrolier](#) qui utilise les fonds des compagnies pétrolières internationales pour freiner la transition énergétique en Suisse. Notre pays fait ainsi fi du sens et de l'objectif des mécanismes du marché de Paris.

Note : Delia Berner, experte en politique climatique internationale chez Alliance Sud, est membre de la délégation suisse officielle de négociation en tant que représentante de la société civile. Elle sera à Belém dès le 10 novembre.

Pour tout complément d'information :

Alliance Sud, Marco Fähndrich, responsable des médias, tél. 079 374 59 73,
marco.fahndrich@alliancesud.ch

Action de Carême, Bettina Dürr, experte en justice climatique, tél. +41 79 745 43 53 (via Signal, WhatsApp ou Threema), duerr@fastenaktion.ch

➔ *Bettina Dürr suit les négociations sur le bilan mondial, la transition juste et le financement climatique sur place à Belém dès le 7 novembre.*

Action de Carême, David Knecht, expert en justice climatique, tél. +41 76 436 59 86 (via Signal ou WhatsApp), knecht@fastenaktion.ch

➔ *David Knecht suit les négociations sur l'atténuation, les CDN et les mécanismes de compensation des émissions de CO₂ sur place à Belém dès le 7 novembre.*

Qu'attendent nos membres de la COP30 ?

Sonja Tschirren, experte du climat chez SWISSAID

« Lors de la COP30, où les systèmes alimentaires sont au cœur des débats, il est essentiel de ne pas ignorer les populations rurales du Sud global. Elles ont besoin d'un financement climatique adéquat de la Suisse et d'un soutien pour compenser les pertes et les préjudices. C'est la seule façon de réussir la transition vers des systèmes de production agroécologiques adaptés au changement climatique. Les multinationales opérant localement doivent aussi être mises à contribution ; les marchés volontaires du carbone ne résoudront pas le problème ».

Bettina Dürr, responsable du programme Justice climatique auprès de l'Action de Carême et membre du comité de l'Alliance climatique

« Lors de la COP28 à Dubaï, les pays se sont engagés à opérer une transition énergétique pour abandonner les énergies fossiles. Or, les plans climatiques récemment soumis montrent que la sortie des énergies fossiles n'est pas encore suffisamment clairement définie. La Suisse devrait se fixer une date butoir pour la mise en œuvre de la décision de Dubaï. »

Christina Aebischer, experte du climat chez Helvetas

« Nous attendons du gouvernement suisse qu'il utilise tous les moyens à sa disposition et qu'il plaide avec conviction pour le respect de l'accord de Paris et contre l'affaiblissement de la coopération multilatérale. Il y a d'innombrables Blatten sur la planète. Notre solidarité avec les personnes qui perdent tout à cause du changement climatique et de la recrudescence des risques naturels, et qui doivent s'adapter à une nouvelle réalité, ne doit pas s'arrêter aux frontières nationales. »

Sarah Steinegger, responsable du service Politique de développement et climat chez Caritas Suisse

« En tant que l'un des pays les plus riches, la Suisse ne peut plus se décharger de sa responsabilité climatique sur les pays pauvres et les générations futures – elle doit agir maintenant. »

Johannes Wendland, conseiller en justice climatique chez EPER

« Dans les négociations sur le financement climatique, il ne s'agit pas de générosité – mais de responsabilité. Les coûts de la crise climatique doivent être supportés par les gros pollueurs, et non par les personnes qui ont le moins contribué au problème. »

Klaus Thieme, responsable des programmes internationaux chez Solidar Suisse

« Dans le Sud global, la crise climatique exacerbe la pauvreté et la précarité. Les travailleuses et travailleurs pauvres sont particulièrement touchés par les inondations, la destruction de leurs moyens de subsistance et la précarité de l'emploi. Nous avons besoin d'emplois d'avenir, durables et décents, offrant de réelles perspectives. La Suisse doit apporter sa juste contribution afin que la protection du climat ne crée pas de nouvelles inégalités. »

Júlia Garcia, Coordination nationale Brésil, terre des hommes suisse

« La jeunesse joue un rôle central dans le développement de solutions face à la crise climatique. Cela inclut les jeunes autochtones, car ils sont les gardien·ne·s des forêts détruites par le Nord global. La voix de ces jeunes doit être entendue et intégrée dans les négociations. »

Maritz Fegert, responsable de programme Policy & Advocacy chez Biovision

« La COP30 à Belém représente une occasion importante de renforcer l'agroécologie, une approche qui a le potentiel de transformer en profondeur les systèmes alimentaires et l'agriculture. Grâce à des changements politiques adéquats, les systèmes alimentaires, actuellement responsables d'une part considérable de gaz à effet de serre, pourraient apporter des solutions efficaces pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ces conséquences. »